

PASCALLON, Pierre. *Les interventions extérieures de l'armée française*. Bruxelles, Établissements Bruylant, 1997, 362 p.

André Dumoulin

Les puissances majeures et les institutions internationales de sécurité, 1990-1997

Volume 30, numéro 2, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704045ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704045ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dumoulin, A. (1999). Compte rendu de [PASCALLON, Pierre. *Les interventions extérieures de l'armée française*. Bruxelles, Établissements Bruylant, 1997, 362 p.] *Études internationales*, 30 (2), 446–447. <https://doi.org/10.7202/704045ar>

de cas sous une même approche. Mais cependant, et il est malheureux de le constater, les auteurs des études de cas ne reprennent presque pas le cadre d'analyse et les variables développés en introduction. Ils se bornent à décrire et à analyser à leur façon la situation du ou des pays étudiés si bien qu'à quelques reprises les études de cas semblent désincarnées du reste du livre. En fait, elles auraient bien pu paraître sous forme d'article sans problème. Heureusement que le directeur du collectif regroupe de manière cohérente en conclusion l'ensemble de ces études de cas.

Hugo LOISEAU

*Candidat au doctorat
Département de science politique
Université Laval, Québec*

Les interventions extérieures de l'armée française.

*PASCALLON, Pierre. Bruxelles,
Établissements Bruylant, 1997, 362 p.*

Organisateur prolifique de débats dans le domaine de la sécurité et de la défense, professeur agrégé de faculté à Clermont-Ferrand, ancien député du Puy-de-Dôme et président du « Club Participation et Progrès », Pierre Pascallon a rassemblé dans cet ouvrage les interventions prononcées lors d'un colloque qu'il a organisé à Paris en novembre 1995.

La totalité des vingt-huit communications ont été reprises, en étant structurées en deux grandes parties – « les interventions extérieures militaires » et « les interventions extérieures militaro-humanitaires » – elles-mêmes subdivisées en une étude des objectifs, des moyens et des problèmes. Quelque peu artificielle, cette

subdivision n'altère cependant pas le contenu, souvent pointu et plein d'enseignements, révélateur des interrogations des acteurs politiques et militaires français lors des interventions extérieures effectuées par l'Hexagone dans bien des régions du monde.

De Pierre Messmer à Claude Cheysson, du Général Roquejeoffre au Général Cot, du professeur Zorngibe à son collègue Jean-Christophe Rufin, la compétence politique, l'expertise universitaire et l'expérience militaire semblent déjà bien représentées.

Les différents auteurs nous montrent combien les interventions souvent multinationales sont complexes et difficiles à mener, depuis les problèmes budgétaires jusqu'à celui de l'ouverture du feu, des besoins logistiques à la conciliation délicate entre action humanitaire et action militaire.

Cet ouvrage collectif annonce l'avènement de la force de projection et la nécessité d'approfondir l'organisation des forces armées françaises, dans leur implantation, leurs équipements, leur professionnalisme, afin d'avoir « l'armée de sa politique ». Il interroge aussi sur la nécessité d'intégrer un volet humanitaire aux missions extérieures de la France. Finalement, quels outils militaires et juridiques faut-il mettre à la disposition des militaires français pour qu'ils puissent intervenir, dans les meilleures conditions possibles, hors de l'Hexagone.

Bon nombre d'auteurs montrent combien est prenant le hiatus entre la profession de violence et la profession de paix, mais aussi les intérêts particuliers à toutes interventions, qu'ils soient idéologiques, politiques, militaires ou

économiques, et même symboliques, dans le champ d'une reconnaissance internationale de la France.

Mais ne devrait-on pas défendre l'idée d'une politique sélective des engagements de la France (Fricaud-Chagnaud) afin de garantir leur efficacité, sachant que « la supériorité française en combinaison de feu et de manœuvre, en volume et supériorité physique des armements, décroît proportionnellement à la distance d'engagement de nos moyens » ? Ne sont-ils pas finalement dictés par la défense des lignes de communications et d'approvisionnements comme le suggère Paul-Marie de La Gorce ?

Si plusieurs contributions écrites aboutirent à préciser les procédures d'activation politico-militaires (Général Regnault), les moyens modulaires à mettre en oeuvre (Général Meyer), la motivation des hommes (Dufour) et le choix des moyens lourds face à des adversaires de théâtre disposant d'armements modernes (Général Paris), l'ouvrage permet également d'apprécier la position des différentes armes face à la problématique des interventions extérieures. Y sont intégrés, les nouveaux objectifs en matière de flexibilité, modularité, projection, renseignement et transmissions.

Dans ce nouveau paysage, l'importance à donner à la précision de l'outil conventionnel devient essentielle dans la conduite des opérations et des missions de maintien de la paix (amiral Bétermier), afin d'améliorer la coordination des frappes et de réduire tout autant la collatéralité des feux.

Reste que toute intervention extérieure implique bon nombre d'inconvénients politiques (dont le défi-

cit démocratique, l'effet média) et militaires (dispersion et vulnérabilité des forces, inadaptation, humiliation) pouvant faire naître la question de la nécessité ou non d'encore prépositionner les forces françaises hors zone.

L'examen des missions des Nations Unies dans le maintien de la paix permet également aux experts choisis par Pierre Pascallon d'approfondir la place de l'armée française dans les opérations en Bosnie-Herzégovine et en Somalie, la dimension africaine étant paradoxalement peu représentée ici. L'examen juridique s'enrichit de considérations plus prosaïques où les enseignements sur le terrain sont à juste titre analysés, tout comme la notion de légitimité dans les interventions et leur nature spécifique (Général de Bressy de Guast).

Mais le piège n'est pas loin, avec l'interprétation à la carte des fondements juridiques des opérations et l'ambiguïté des missions de maintien de la paix où l'apparition de la stratégie dite « victimaire » complexifie le positionnement du soldat dans les opérations (Claude Le Borgne, général Cot).

Après un examen original sur la notion de zones de sécurité (Torelli et Millet), l'ouvrage collectif se termine par une importante contribution de Pascallon et Fourgous en matière de rééquilibrage entre dissuasion et action, examinant dans le champ historique récent, les fondements politiques, militaires et doctrinaux de cette nouvelle orientation de la politique de défense de la France.

André DUMOULIN

*Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)
Bruxelles, Belgique*